

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 27 novembre 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Balance des paiements internationaux du Canada, troisième trimestre de 2014	2
Le déficit du compte courant du Canada (après désaisonnalisation) a diminué de 1,5 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 8,4 milliards de dollars. Dans le compte financier (en données non désaisonnalisées), les investissements directs étrangers se sont raffermis et ont représenté le principal facteur de contribution aux rentrées de fonds dans l'économie au cours du trimestre.	
Emploi, rémunération et heures de travail, septembre 2014	11
La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 942 \$ en septembre, un montant presque inchangé par rapport à celui de 939 \$ enregistré le mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,4 %.	
Immobilisations, 2013	19
En 2013, la valeur du stock de capital résidentiel et non résidentiel net du Canada, exprimée en dollars constants, s'est établie à 3,5 billions de dollars, en hausse de 3,0 % par rapport à 2012. Le stock de capital non résidentiel représentait un peu plus de la moitié de ce total en 2013, soit 51,9 %, et le stock de capital résidentiel, 48,1 %.	
Transport et distribution de gaz naturel, septembre 2014	23
Chargements ferroviaires, septembre 2014	26
Bilan annuel du commerce au détail, 2013	27
Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, octobre 2014	29
Rapport financier des services d'électricité, 2012	30
Nouveaux produits et études	31



Communiqués

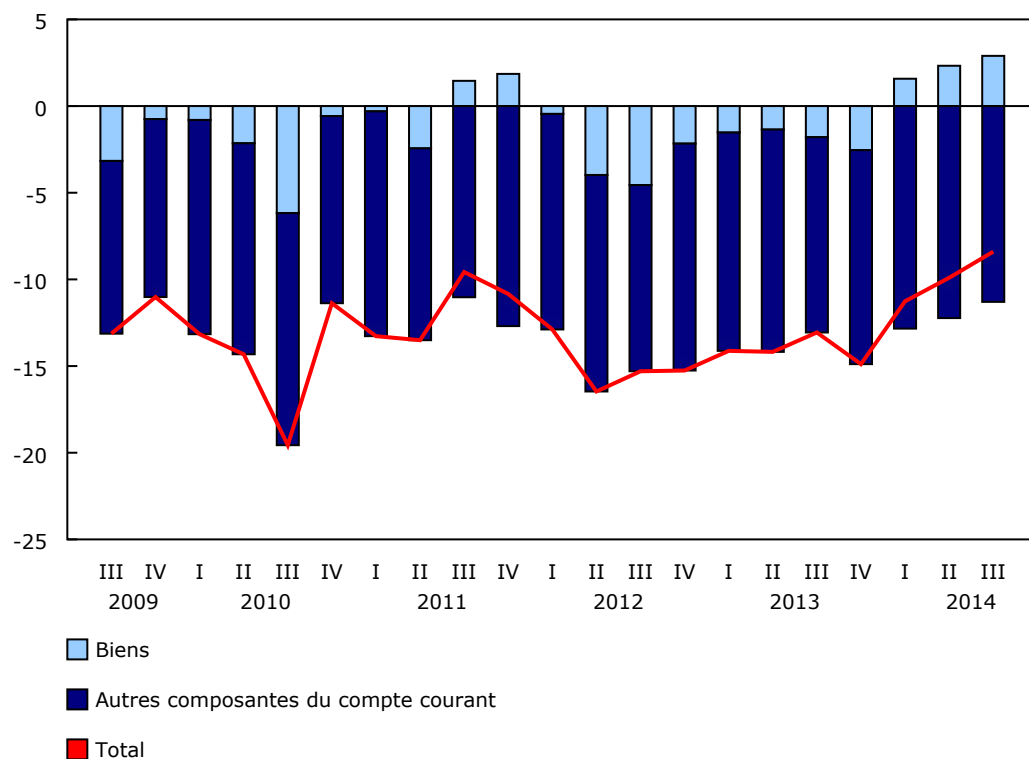
Balance des paiements internationaux du Canada, troisième trimestre de 2014

Le déficit du compte courant du Canada (après désaisonnalisation) a diminué de 1,5 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 8,4 milliards de dollars. Cette baisse découlait d'un excédent plus élevé au chapitre des biens et de déficits moindres au chapitre des services et des revenus de placements.

Dans le compte financier (en données non désaisonnalisées), les investissements directs étrangers se sont raffermis et ont représenté le principal facteur de contribution aux rentrées de fonds dans l'économie au cours du trimestre.

Graphique 1 Soldes du compte courant

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.
Source(s) : Tableau CANSIM 376-0105.

Compte courant

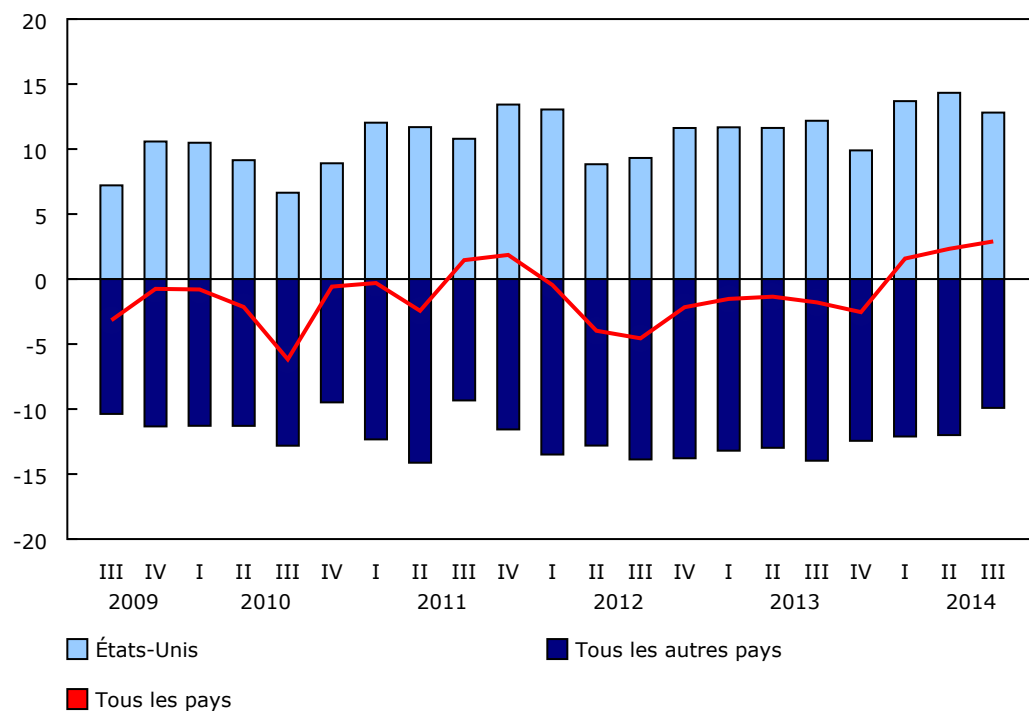
L'excédent au chapitre des biens augmente pour un troisième trimestre consécutif

La balance du commerce international des biens s'est accrue de 0,6 milliard de dollars pour atteindre 2,9 milliards de dollars au troisième trimestre, ce qui représente un troisième excédent consécutif après huit trimestres de déficits. D'un point de vue géographique, l'excédent avec les États-Unis a diminué de 1,5 milliard de dollars pour se situer à 12,8 milliards de dollars, les importations ayant augmenté plus que les exportations. Des prix plus faibles des produits énergétiques ont tempéré la valeur des exportations vers les États-Unis durant le trimestre. Cette baisse a été plus que compensée par les variations des soldes au chapitre des biens avec les pays autres que les États-Unis.

En particulier, il y a eu un plus grand excédent avec le Royaume-Uni, lequel a atteint 2,7 milliards de dollars. Le Canada a également affiché des déficits moins élevés au chapitre des biens avec la Chine, qui demeure le pays avec lequel le déficit au chapitre des biens est le plus important, soit de 3,3 milliards de dollars, ainsi qu'avec Hong Kong et l'Arabie saoudite. Ces changements ont été modérés par la hausse des déficits avec le Mexique et la Suisse au cours du trimestre.

Graphique 2 Soldes des biens par zones géographiques

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.
Source(s) : Tableau CANSIM 376-0106.

Les exportations totales de biens ont augmenté de 1,9 milliard de dollars pour atteindre 135,0 milliards de dollars, malgré un recul des exportations de produits énergétiques. L'augmentation la plus marquée a été observée dans la catégorie des produits en métal et produits minéraux non métalliques, dont les exportations ont progressé de 1,3 milliard de dollars, surtout à la faveur des volumes plus élevés de métaux précieux. Les exportations de

véhicules automobiles et pièces pour véhicule automobile, d'aéronefs et autres matériel et pièces de transport, et de biens de consommation ont toutes augmenté de 0,4 milliard de dollars en raison de volumes plus élevés. Les exportations de produits énergétiques ont diminué de 1,1 milliard de dollars sous l'effet d'un fléchissement des prix du pétrole brut, malgré la croissance continue des volumes.

Les importations totales de biens ont progressé de 1,3 milliard de dollars pour atteindre 132,1 milliards de dollars au cours du trimestre. Les importations de produits en métal et produits minéraux non métalliques se sont accrues de 0,5 milliard de dollars, la moitié de cette croissance étant attribuable aux volumes plus élevés de métaux précieux importés. Les importations de produits énergétiques ont augmenté de 0,4 milliard de dollars à la faveur des volumes plus élevés de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés. Les volumes des importations de gaz naturel ont baissé au troisième trimestre après avoir atteint un sommet au trimestre précédent.

Réduction des déficits au chapitre des services et des revenus de placements

Le déficit dans les transactions internationales de services a diminué de 0,2 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 5,7 milliards de dollars. Cette baisse découlait surtout de la réduction du déficit au chapitre des voyages. La réduction des dépenses des Canadiens voyageant aux États-Unis a été le principal facteur expliquant le recul de 0,2 milliard de dollars du déficit au chapitre des voyages, qui s'est chiffré à 4,4 milliards de dollars. Le déficit au chapitre des services de transport a légèrement baissé au cours du trimestre, les recettes ayant été plus élevées que les paiements.

Le déficit des revenus de placements a baissé de 0,4 milliard de dollars pour se chiffrer à 4,8 milliards de dollars. Les bénéfices réalisés à l'étranger par les investisseurs directs canadiens ont affiché une croissance supérieure à celle des bénéfices réalisés au Canada par les investisseurs directs étrangers. Parallèlement, les versements d'intérêts et de dividendes sur les avoirs étrangers en titres canadiens étaient à la hausse, ce qui a modéré la réduction du déficit des revenus de placements.

Compte financier

Les investissements de portefeuille étrangers au Canada continuent de se concentrer dans les titres de sociétés privées

Les investisseurs étrangers ont ajouté 19,9 milliards de dollars de titres canadiens à leurs avoirs au troisième trimestre, en baisse par rapport à des acquisitions de 31,4 milliards de dollars au deuxième trimestre. Cette activité a privilégié les titres du secteur des sociétés privées.

Les non-résidents ont ajouté 11,6 milliards de dollars d'actions canadiennes à leurs avoirs au troisième trimestre, surtout des achats sur le marché secondaire. Il s'agissait du plus important investissement jusqu'à maintenant en 2014. Les investisseurs étrangers ont ajouté des actions canadiennes à leurs portefeuilles pendant six trimestres consécutifs, pour une moyenne de 9,5 milliards de dollars d'investissement par trimestre au cours de cette période.

Les investissements étrangers dans les obligations canadiennes se sont élevés à 11,4 milliards de dollars au cours du trimestre, la plus grande partie de cette activité ayant été enregistrée en septembre dans les nouvelles émissions d'obligations de sociétés privées. Les investisseurs étrangers ont également acheté pour 3,4 milliards de dollars d'obligations d'administrations publiques canadiennes, après cinq trimestres consécutifs de désinvestissement dans ces instruments. Parallèlement, les investisseurs étrangers ont retiré 3,2 milliards de dollars du marché monétaire canadien au troisième trimestre, après un investissement de 7,2 milliards de dollars au deuxième trimestre. Ce désinvestissement s'expliquait surtout par des remboursements et était réparti également entre les bons du Trésor fédéral et les effets de sociétés privées.

Les investissements canadiens en titres étrangers augmentent

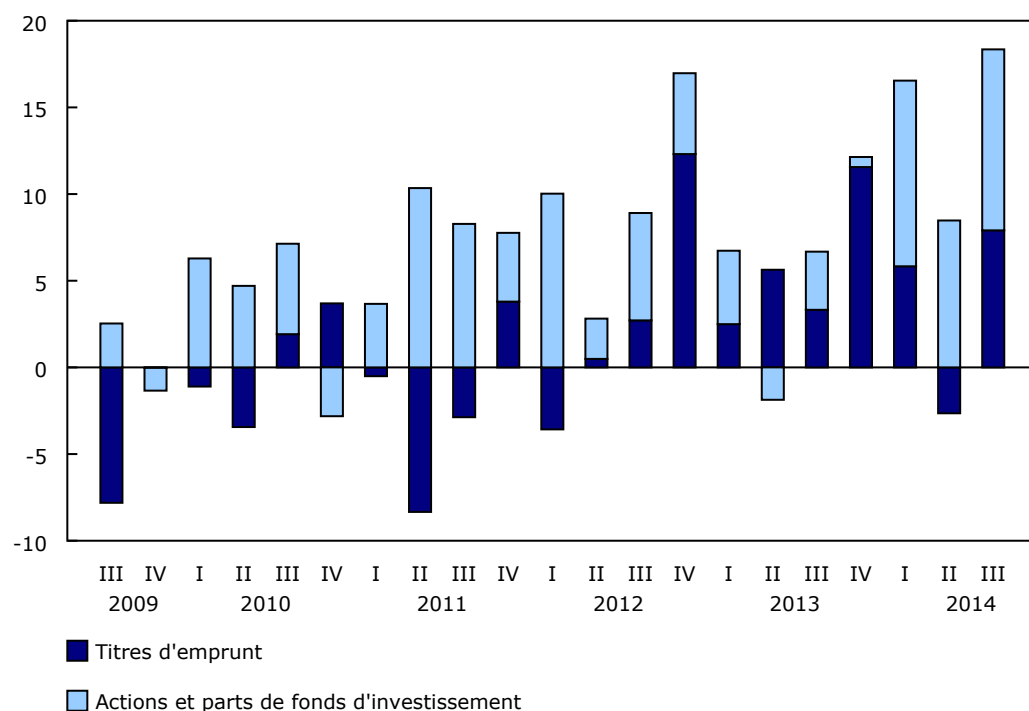
Les investissements canadiens en titres étrangers ont accéléré au troisième trimestre pour atteindre 18,3 milliards de dollars. Ce niveau d'activité était le plus important depuis le deuxième trimestre de 2007, juste avant le début des préoccupations mondiales en matière de crédit. Les achats ont été presque également répartis entre les obligations étrangères et les actions étrangères, mais ils ont été modérés par un désinvestissement dans les titres du marché monétaire étrangers au cours du trimestre.

Les acquisitions canadiennes de 10,4 milliards de dollars d'actions étrangères ont marqué un troisième trimestre consécutif d'investissement relativement important sur les marchés boursiers étrangers. Cette activité s'est surtout concentrée dans les actions étrangères non américaines, l'investissement dans ces instruments s'étant situé à son niveau le plus élevé depuis le quatrième trimestre de 2000.

De plus, les investisseurs canadiens ont acheté pour 10,2 milliards de dollars d'obligations étrangères, surtout des obligations américaines. Parallèlement, ils ont réduit leurs avoirs sur les marchés monétaires étrangers de 2,3 milliards de dollars au troisième trimestre.

Graphique 3 Investissements canadiens en titres étrangers

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0132.

Les investissements directs se raffermissent et génèrent une rentrée de fonds

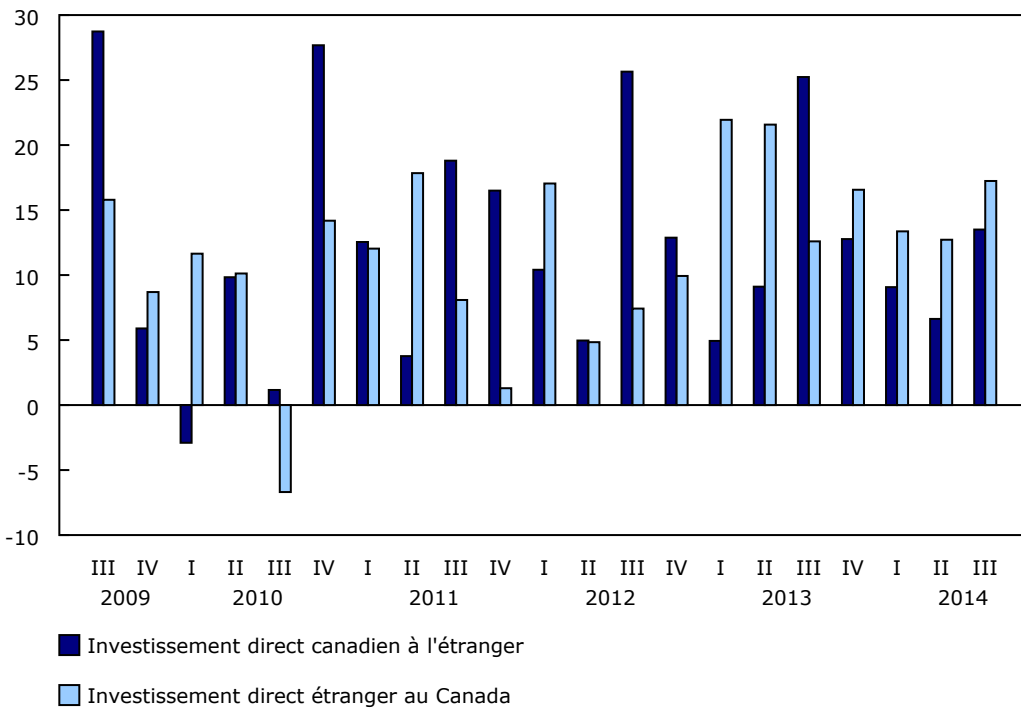
Les investissements directs étrangers transfrontaliers ont entraîné une rentrée nette de fonds au troisième trimestre, les investissements directs étrangers au Canada ayant dépassé les investissements directs canadiens à l'étranger pour un quatrième trimestre consécutif.

Les investissements directs étrangers au Canada ont atteint 17,2 milliards de dollars, le plus haut niveau depuis le deuxième trimestre de 2013. Les fonds injectés dans des filiales canadiennes existantes ont représenté la plus grande partie des investissements, les rentrées de fonds découlant des fusions et acquisitions transfrontalières ayant ralenti. Sur le plan industriel, les investissements directs étrangers au pays ont surtout été dirigés vers le secteur de l'énergie et de l'extraction minière ainsi que vers celui de la fabrication.

Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont raffermis pour atteindre 13,5 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse par rapport à 6,6 milliards de dollars au deuxième trimestre. Les sorties de fonds liées aux fusions et acquisitions transfrontalières ont été à leur plus haut niveau en un an, le tiers de ces investissements ayant été placé aux États-Unis.

Graphique 4
Investissement direct étranger

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0104.

Note aux lecteurs

La **balance des paiements internationaux** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents dans trois comptes, soit le compte courant, le compte capital ainsi que le compte financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions liées aux biens, aux services, à la rémunération des employés, aux revenus découlant des placements et aux revenus secondaires (transferts courants).

Les données du **compte courant** dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

Le **compte capital** porte sur les transferts de capitaux et les transactions d'actifs non produits non financiers.

Le **compte financier** porte sur les transactions liées à des actifs et des passifs financiers.

En principe, un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant de la somme du compte courant et du compte capital correspond à un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant du compte financier. En pratique, cela est rarement le cas, puisque les données sont compilées à partir d'une multitude de sources. Cela donne donc lieu à une erreur de mesure. La **divergence** (erreurs et omissions nettes) est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Changement aux pratiques de révisions annuelles

Le Système canadien des comptes macroéconomiques met en œuvre une nouvelle politique de révision. Les révisions annuelles et trimestrielles pour la balance des paiements internationaux du Canada, lesquelles ont une incidence sur les années de référence allant de 2011 à 2014, ont lieu maintenant en novembre au moment de la diffusion du troisième trimestre plutôt qu'en mai, comme cela se faisait précédemment. Pour en savoir plus, consultez [Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens \(13-605-X\)](#). De façon générale, les révisions reflètent l'utilisation de sources d'information plus à jour provenant des enquêtes annuelles et des données administratives.

Plus de détails pour le commerce des biens et des services

Dans la présente diffusion des données de la balance des paiements, les données du commerce des biens et du commerce des services sont publiées pour un plus grand nombre de pays et sont offertes à partir du premier trimestre de 1997.

Pour obtenir plus d'information sur l'ajout de détails géographiques, consultez le document « [Le commerce international des biens de la balance des paiements à Statistique Canada : L'augmentation du bris géographique à 27 principaux partenaires commerciaux](#) ».

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de la balance des paiements, veuillez consulter « [La foire aux questions](#) » du module Système des comptes macroéconomiques de notre site Web. Le module présente également les plus récentes statistiques de la balance des paiements.

Tableau 1
Balance des paiements – Données non désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	2012	2013
millions de dollars							
Compte capital et compte courant							
Prêt net / emprunt net, des comptes courant et capital	-13 016	-13 596	-11 048	-11 499	-8 437	-60 051	-56 307
Soldes du compte courant	-13 012	-13 594	-11 044	-11 497	-8 433	-59 911	-56 254
Biens et services	-7 864	-6 209	-3 243	-6 213	-3 603	-33 829	-30 219
Biens	-3 821	-1 291	4 377	592	99	-11 152	-7 221
Services	-4 044	-4 918	-7 620	-6 805	-3 702	-22 677	-22 997
Revenus primaires	-4 306	-7 798	-6 377	-4 976	-4 404	-22 795	-24 165
Rémunération des salariés	-538	-515	-472	-505	-524	-1 972	-2 045
Revenus de placements	-3 768	-7 283	-5 904	-4 471	-3 880	-20 823	-22 120
Revenus d'investissements directs	1 065	-1 379	-730	359	1 207	-850	-735
Revenus d'investissements de portefeuille	-4 772	-4 888	-4 818	-4 983	-5 138	-18 735	-18 953
Revenus d'autres investissements	-62	-1 016	-357	153	50	-1 238	-2 432
Revenus secondaires	-841	413	-1 424	-307	-426	-3 287	-1 870
Solde du compte capital	-4	-2	-4	-2	-4	-139	-53
Compte financier^{1, 2}							
Prêt net / emprunt net, du compte financier	-13 494	-18 315	-7 864	-12 477	-2 592	-59 170	-55 693
Acquisition nette d'actifs financiers	18 615	41 516	27 977	30 730	31 811	122 054	76 845
Investissement direct canadien à l'étranger	25 233	12 768	9 071	6 626	13 501	53 894	52 042
Investissement de portefeuille canadien en titres étrangers	6 677	12 138	16 544	5 828	18 347	35 141	29 310
Titres d'emprunt étrangers	3 322	11 558	5 833	-2 647	7 906	11 933	23 008
Instruments du marché monétaire étranger	104	393	-147	1 533	-2 260	-1 615	1 586
Obligations étrangères	3 218	11 165	5 980	-4 180	10 166	13 548	21 421
Actions étrangères et parts de fonds d'investissement	3 355	580	10 711	8 475	10 441	23 208	6 302
Réserves officielles internationales	1 740	766	4 696	-867	-137	1 697	4 868
Autres investissements canadiens à l'étranger	-15 035	15 845	-2 334	19 143	100	31 322	-9 376
Prêts	4 582	-436	-61	11 987	7 072	23 627	-419
Devises et dépôts	-17 560	12 503	727	3 670	-6 345	1 566	824
Autres actifs	-2 057	3 777	-3 000	3 486	-627	6 129	-9 781
Accroissement net des passifs	32 110	59 831	35 841	43 207	34 403	181 224	132 537
Investissement direct étranger au Canada	12 592	16 562	13 362	12 717	17 237	39 234	72 668
Investissement de portefeuille étranger en titres canadiens	17 804	9 251	5 814	31 398	19 875	83 539	43 087
Titres d'emprunt canadiens	7 761	-2 732	-1 645	22 029	8 240	82 572	24 191
Instruments du marché monétaire canadien	3 546	-8 942	-5 152	7 206	-3 201	13 255	-2 521
Obligations canadiennes	4 215	6 210	3 507	14 823	11 441	69 316	26 712
Actions canadiennes et parts de fonds d'investissement	10 043	11 983	7 459	9 369	11 635	968	18 896
Autres investissements étrangers au Canada	1 713	34 017	16 665	-908	-2 709	58 450	16 782
Emprunts	1 249	664	-3 938	-1 839	1 200	6 010	2 598
Devises et dépôts	527	33 581	19 202	950	-4 001	52 288	14 549
Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	-62	-228	1 402	-20	92	152	-365
Divergence (erreurs et omissions nettes)	-478	-4 719	3 184	-978	5 846	881	614

1. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

2. Dans le compte financier, une valeur positive indique une augmentation de l'investissement et une valeur négative indique une diminution de l'investissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM 376-0101, 376-0102, 376-0103 et 376-0104.

Tableau 2
Compte courant – Données désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	2012	2013
millions de dollars							
Recettes du compte courant	166 844	167 380	173 602	180 875	183 731	636 418	658 556
Biens et services	144 310	144 610	151 703	156 790	158 613	553 130	571 808
Biens	120 959	121 051	128 244	133 112	135 010	463 135	479 266
Services	23 350	23 559	23 459	23 678	23 603	89 995	92 542
Voyages	4 584	4 646	4 658	4 780	4 852	17 388	18 201
Transport	3 558	3 556	3 591	3 668	3 762	14 031	14 194
Services commerciaux	14 852	14 985	14 827	14 850	14 606	57 045	58 696
Services gouvernementaux	357	371	382	381	384	1 530	1 451
Revenus primaires	20 046	19 577	19 162	21 338	22 314	73 622	75 229
Rémunération des employés	307	313	325	322	323	1 205	1 235
Revenus de placements	19 739	19 263	18 837	21 016	21 991	72 418	73 994
Revenus d'investissements directs	12 583	11 938	11 062	13 041	13 952	46 118	45 697
Intérêts	1 046	1 084	948	887	848	4 184	4 271
Bénéfices	11 538	10 854	10 114	12 154	13 104	41 934	41 427
Revenus d'investissements de portefeuille	5 791	5 880	6 141	6 160	6 313	20 816	22 797
Intérêt sur les titres d'emprunt	1 576	1 605	1 679	1 728	1 786	5 108	6 161
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	4 216	4 275	4 461	4 432	4 527	15 708	16 636
Revenus d'autres investissements	1 364	1 445	1 634	1 815	1 727	5 483	5 499
Revenus secondaires	2 489	3 193	2 737	2 747	2 803	9 666	11 519
Transferts privés	761	771	967	995	996	2 839	3 616
Transferts des gouvernements	1 728	2 422	1 770	1 751	1 807	6 826	7 903
Paiements du compte courant	179 906	182 269	184 864	190 782	192 132	696 329	714 810
Biens et services	151 812	152 700	155 976	160 374	161 390	586 959	602 027
Biens	122 755	123 595	126 667	130 786	132 114	474 287	486 487
Services	29 057	29 105	29 309	29 588	29 276	112 672	115 540
Voyages	9 031	9 137	9 257	9 325	9 233	35 030	36 161
Transport	6 054	6 059	6 117	6 217	6 254	23 735	24 035
Services commerciaux	13 680	13 616	13 643	13 755	13 493	52 593	54 175
Services gouvernementaux	293	293	291	291	296	1 314	1 169
Revenus primaires	24 802	26 278	25 585	26 977	27 580	96 417	99 394
Rémunération des employés	825	832	825	822	825	3 177	3 280
Revenus de placements	23 976	25 446	24 760	26 155	26 755	93 241	96 114
Revenus d'investissements directs	11 684	12 510	11 833	13 246	13 441	46 968	46 432
Intérêts	908	893	888	872	870	3 799	3 618
Bénéfices	10 776	11 618	10 945	12 373	12 572	43 169	42 814
Revenus d'investissements de portefeuille	10 526	10 747	10 990	11 195	11 397	39 551	41 750
Intérêt sur les titres d'emprunt	7 465	7 592	7 705	7 797	7 892	28 296	29 659
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	3 061	3 155	3 285	3 398	3 505	11 256	12 091
Revenus d'autres investissements	1 766	2 188	1 936	1 714	1 917	6 721	7 931
Revenus secondaires	3 293	3 291	3 302	3 430	3 162	12 953	13 389
Transferts privés	1 928	1 920	1 993	2 023	2 038	7 528	7 674
Transferts des gouvernements	1 365	1 371	1 309	1 407	1 124	5 424	5 715
Solde du compte courant	-13 062	-14 889	-11 262	-9 907	-8 401	-59 911	-56 254
Biens et services	-7 502	-8 089	-4 274	-3 585	-2 777	-33 829	-30 219
Biens	-1 796	-2 544	1 577	2 325	2 896	-11 152	-7 221
Services	-5 706	-5 546	-5 850	-5 910	-5 673	-22 677	-22 997
Voyages	-4 447	-4 490	-4 599	-4 545	-4 382	-17 643	-17 960
Transport	-2 496	-2 503	-2 526	-2 549	-2 492	-9 703	-9 841
Services commerciaux	1 172	1 368	1 184	1 095	1 113	4 452	4 521
Services gouvernementaux	64	79	91	90	88	216	283
Revenus primaires	-4 756	-6 701	-6 423	-5 639	-5 266	-22 795	-24 165
Rémunération des employés	-518	-519	-500	-500	-502	-1 972	-2 045
Revenus de placements	-4 238	-6 182	-5 923	-5 139	-4 764	-20 823	-22 120
Revenus d'investissements directs	899	-572	-771	-204	510	-850	-735
Intérêts	138	191	60	15	-22	385	653
Bénéfices	762	-763	-831	-219	532	-1 235	-1 388
Revenus d'investissements de portefeuille	-4 735	-4 867	-4 850	-5 035	-5 084	-18 735	-18 953
Intérêt sur les titres d'emprunt	-5 890	-5 988	-6 026	-6 068	-6 106	-23 187	-23 498
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	1 155	1 121	1 176	1 034	1 022	4 452	4 545
Revenus d'autres investissements	-402	-743	-302	100	-190	-1 238	-2 432
Revenus secondaires	-804	-98	-565	-684	-358	-3 287	-1 870
Transferts privés	-1 167	-1 149	-1 026	-1 028	-1 042	-4 689	-4 058
Transferts des gouvernements	363	1 051	461	344	684	1 402	2 188

Source(s) : Tableaux CANSIM [376-0101](#) et [376-0105](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [376-0012](#), [376-0013](#), [376-0101](#) à [376-0108](#), [376-0110](#), [376-0111](#), [376-0121](#), [376-0122](#) et [376-0124](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1534](#), [1535](#), [1536](#) et [1537](#).

Les données de la balance des paiements internationaux pour le quatrième trimestre de 2014 seront diffusées le 2 mars 2015.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

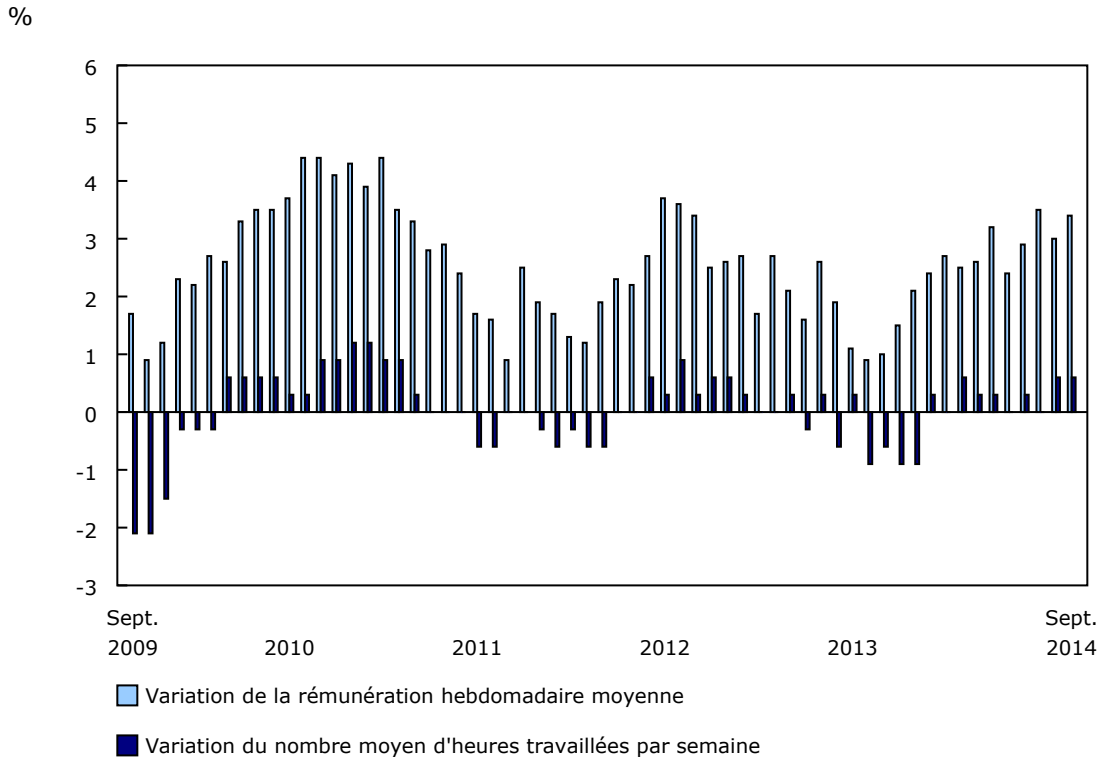
Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Caron au 613-951-1861 (denis.caron@statcan.gc.ca), Division du commerce et des comptes internationaux.

Emploi, rémunération et heures de travail, septembre 2014

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 942 \$ en septembre, un montant presque inchangé par rapport à celui de 939 \$ enregistré le mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,4 %.

Graphique 1

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0063.

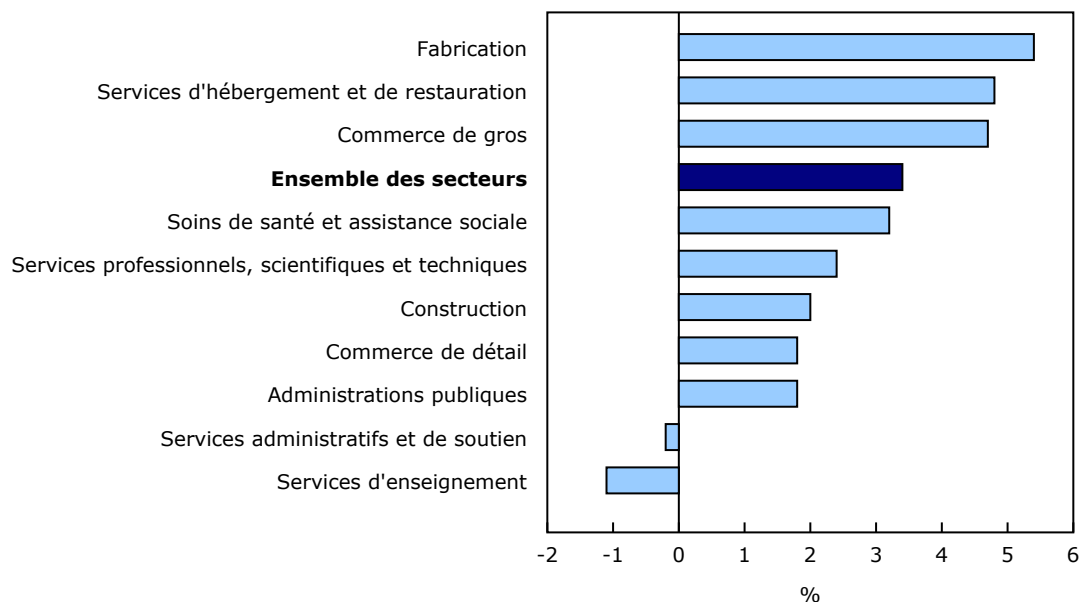
La hausse de 3,4 % de la rémunération hebdomadaire au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail, ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En septembre, les employés salariés non agricoles ont travaillé 33,0 heures par semaine en moyenne, soit autant d'heures que le mois précédent, mais en hausse par rapport à la moyenne de 32,8 heures observée en septembre 2013.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

De septembre 2013 à septembre 2014, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé dans 8 des 10 principaux secteurs d'activité, et la croissance a été supérieure à la moyenne dans le secteur de la fabrication, dans celui des services d'hébergement et de restauration, ainsi que dans le commerce de gros.

Graphique 2

Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, septembre 2013 à septembre 2014



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0047.

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la fabrication a augmenté de 5,4 % pour atteindre 1 067 \$. La rémunération hebdomadaire dans ce secteur suit une tendance à la hausse depuis le début de 2014. Les hausses ont eu lieu principalement dans les sous-secteurs de la fabrication de produits chimiques, de machines, de matériel de transport et d'aliments.

Après le récent creux de 354 \$ observé en septembre 2013, la rémunération hebdomadaire dans le secteur des services d'hébergement et de restauration s'est accrue de 4,8 % pour s'établir à 371 \$ en septembre 2014, surtout en raison des hausses enregistrées dans les restaurants à service complet et les établissements de restauration à service restreint.

Dans le commerce de gros, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 4,7 % pour se chiffrer à 1 092 \$ au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre, et la majorité de cette progression est survenue durant l'automne 2013. La croissance sur 12 mois s'est répartie dans la plupart des industries, et la plus forte a été enregistrée chez les grossistes-marchands d'articles personnels et ménagers.

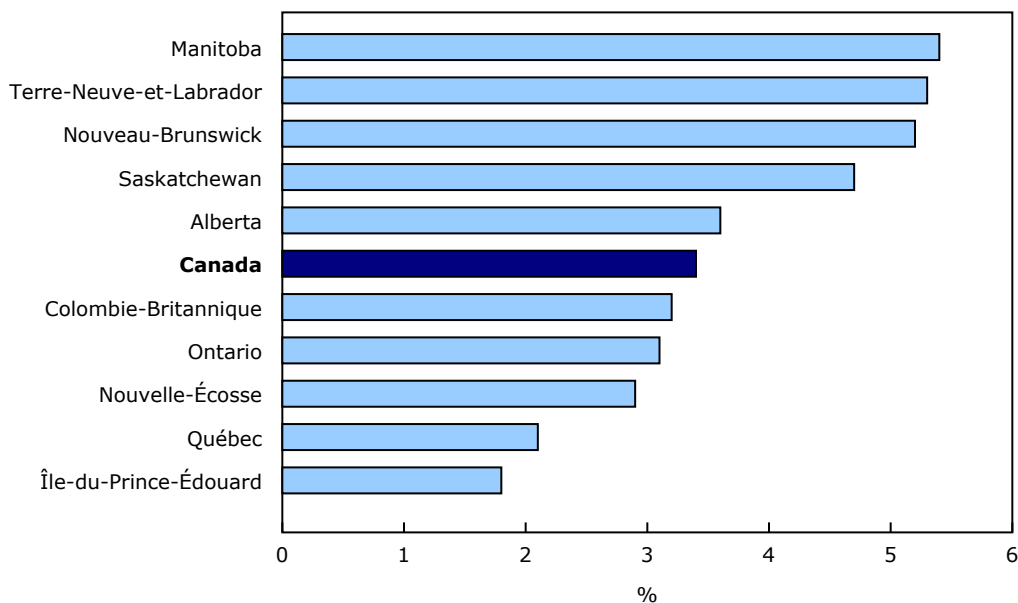
Au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre, la rémunération hebdomadaire moyenne a peu varié dans les services administratifs et de soutien ainsi que dans les services d'enseignement. Toutefois, la rémunération hebdomadaire moyenne a diminué dans les services d'enseignement en Colombie-Britannique (-13,9 %) au cours de cette période, toute cette baisse étant survenue depuis mai. Il convient de souligner qu'une grève a eu lieu chez les enseignants au niveau du primaire et du secondaire du secteur public en Colombie-Britannique et elle a duré de juin jusqu'à la troisième semaine de septembre (voir la section « Mesurer l'effet des conflits de travail avec l'EERH » de la note au lecteur).

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

La rémunération des employés salariés non agricoles a augmenté dans toutes les provinces entre septembre 2013 et septembre 2014. Les plus fortes hausses ont été observées au Manitoba, à Terre-Neuve-et-Labrador et au Nouveau-Brunswick, et la plus faible, à l'Île-du-Prince-Édouard.

Graphique 3

Croissance sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, septembre 2013 à septembre 2014



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0049.

Au Manitoba, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 5,4 % pour atteindre 871 \$, et les hausses se sont réparties dans la plupart des secteurs. La rémunération dans cette province suit une tendance à la hausse depuis l'automne 2013.

Bien qu'elle ait peu varié depuis avril, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 5,3 % à Terre-Neuve-et-Labrador pour passer à 1 001 \$ au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre. Les hausses se sont réparties dans la plupart des secteurs, et les plus marquées sont survenues dans le secteur de la fabrication, dans le secteur du transport et de l'entreposage, ainsi que dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne au Nouveau-Brunswick a progressé de 5,2 % pour se fixer à 841 \$, et la croissance la plus forte a été observée dans les secteurs des services administratifs et de soutien, des services d'enseignement et de la fabrication.

En Saskatchewan, la rémunération hebdomadaire s'est accrue de 4,7 % pour atteindre 984 \$ en septembre, ce qui reflète une tendance à la hausse qui s'est amorcée en octobre 2013. La progression s'est répartie dans la plupart des secteurs, tout particulièrement dans le secteur de la finance et des assurances, dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que dans celui du transport et de l'entreposage.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en septembre, la rémunération hebdomadaire à l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 1,8 % pour passer à 773 \$, soit le taux de croissance le plus bas de toutes les provinces.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'employés salariés non agricoles n'a pas varié en septembre, après avoir augmenté de 14 500 le mois précédent. En septembre, les hausses de l'emploi dans les secteurs de la construction, des soins de santé et de l'assistance sociale, ainsi que des services immobiliers, de location et de location à bail ont été neutralisées par des baisses dans les secteurs des administrations publiques, de la fabrication, ainsi que de l'information et de la culture.

Entre septembre 2013 et septembre 2014, le nombre d'employés salariés non agricoles a augmenté de 144 400 ou de 0,9 %, et la majorité de la progression a eu lieu d'avril à août de cette année.

Au cours de la période de 12 mois, les hausses de l'emploi les plus marquées ont été notées dans le secteur des services immobiliers, de location et de location à bail (+5,0 %), dans celui de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (+3,7 %) et dans le secteur de la construction (+3,5 %). Parallèlement, l'emploi salarié a baissé dans les services publics (-2,2 %) ainsi que dans le secteur de l'information et de la culture (-2,1 %).

Baisse de l'emploi dans les services d'enseignement en Colombie-Britannique

En Colombie-Britannique, l'emploi a diminué de 16 900 (-11,6 %) dans le secteur des services d'enseignement entre août et septembre. La baisse a eu lieu principalement dans les écoles primaires et secondaires. Ce sous-secteur a été touché par une grève des enseignants du primaire et du secondaire du secteur public de la Colombie-Britannique qui a débuté en juin et s'est poursuivie jusqu'à la troisième semaine de septembre (voir la section « Mesurer l'effet des conflits de travail avec l'EERH » de la note aux lecteurs).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Le principal objectif de l'EERH est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à solliciter et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Mesurer l'effet des conflits de travail avec l'EERH

Les employés qui sont impliqués dans un conflit de travail (c.-à-d. une grève ou un lock-out) ne sont pas inclus sur le formulaire des retenues salariales (PD7) et pour cette raison, ils ne sont pas inclus dans les estimations de l'EERH.

L'enquête n'a pas été conçue pour mesurer les effets précis des conflits de travail sur la rémunération, les heures travaillées et l'emploi total; cependant, une partie de ces effets peut se refléter dans les estimations. Il n'est pas possible de distinguer les effets des conflits de travail des changements dans les estimations liés à d'autres facteurs.

Tableau 1

Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés – Données désaisonnalisées

	Septembre 2013	Août 2014 ^r	Septembre 2014 ^p	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	911,35	939,16	941,92	2,76	30,57	0,3	3,4
Foresterie, exploitation et soutien	1 029,59	1 037,76	1 038,22	0,46	8,63	0,0	0,8
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1 893,02	2 107,75	2 066,75	-41,00	173,73	-1,9	9,2
Services publics	1 586,66	1 809,64	1 788,72	-20,92	202,06	-1,2	12,7
Construction	1 207,14	1 222,34	1 231,75	9,41	24,61	0,8	2,0
Fabrication	1 012,16	1 050,29	1 066,91	16,62	54,75	1,6	5,4
Commerce de gros	1 042,68	1 085,33	1 091,87	6,54	49,19	0,6	4,7
Commerce de détail	534,79	552,31	544,48	-7,83	9,69	-1,4	1,8
Transport et entreposage	945,47	1 006,93	1 022,38	15,45	76,91	1,5	8,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 123,07	1 167,45	1 203,04	35,59	79,97	3,0	7,1
Finance et assurances	1 112,07	1 155,83	1 176,69	20,86	64,62	1,8	5,8
Services immobiliers, de location et de location à bail	864,73	929,92	907,45	-22,47	42,72	-2,4	4,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 276,14	1 309,28	1 306,21	-3,07	30,07	-0,2	2,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 243,14	1 353,59	1 337,44	-16,15	94,30	-1,2	7,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	744,20	739,23	742,91	3,68	-1,29	0,5	-0,2
Services d'enseignement	993,22	997,74	982,16	-15,58	-11,06	-1,6	-1,1
Soins de santé et assistance sociale	829,70	839,38	856,55	17,17	26,85	2,0	3,2
Arts, spectacles et loisirs	568,52	592,28	566,13	-26,15	-2,39	-4,4	-0,4
Services d'hébergement et de restauration	354,44	373,66	371,49	-2,17	17,05	-0,6	4,8
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	742,27	757,63	763,66	6,03	21,39	0,8	2,9
Administrations publiques	1 171,59	1 191,40	1 192,53	1,13	20,94	0,1	1,8
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	950,61	984,41	1 000,78	16,37	50,17	1,7	5,3
Île-du-Prince-Édouard	759,59	779,33	773,29	-6,04	13,70	-0,8	1,8
Nouvelle-Écosse	800,22	822,54	823,06	0,52	22,84	0,1	2,9
Nouveau-Brunswick	799,12	832,16	840,81	8,65	41,69	1,0	5,2
Québec	829,52	842,33	846,69	4,36	17,17	0,5	2,1
Ontario	917,28	942,60	945,45	2,85	28,17	0,3	3,1
Manitoba	826,63	873,91	871,10	-2,81	44,47	-0,3	5,4
Saskatchewan	940,28	984,13	984,35	0,22	44,07	0,0	4,7
Alberta	1 111,25	1 158,26	1 150,84	-7,42	39,59	-0,6	3,6
Colombie-Britannique	869,31	899,72	897,42	-2,30	28,11	-0,3	3,2
Yukon	1 011,71	1 011,64	1 039,75	28,11	28,04	2,8	2,8
Territoires du Nord-Ouest	1 316,74	1 403,02	1 409,48	6,46	92,74	0,5	7,0
Nunavut	1 040,18	1 136,64	1 168,05	31,41	127,87	2,8	12,3

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.

Source(s) : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Tableau 2
Nombre d'employés – Données désaisonnalisées

	Septembre 2013	Août 2014 ^r	Septembre 2014 ^p	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 467,6	15 612,6	15 612,0	-0,6	144,4	-0,0	0,9
Foresterie, exploitation et soutien	37,3	38,6	38,6	-0,0	1,3	-0,0	3,5
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	226,2	234,1	234,5	0,4	8,4	0,2	3,7
Services publics	118,5	116,4	115,9	-0,5	-2,6	-0,4	-2,2
Construction	952,3	981,0	985,3	4,3	33,0	0,4	3,5
Fabrication	1 480,5	1 475,2	1 471,9	-3,3	-8,5	-0,2	-0,6
Commerce de gros	763,5	781,5	782,8	1,4	19,3	0,2	2,5
Commerce de détail	1 923,2	1 940,1	1 939,0	-1,1	15,8	-0,1	0,8
Transport et entreposage	724,1	730,5	731,1	0,6	7,0	0,1	1,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	321,1	317,3	314,4	-3,0	-6,7	-0,9	-2,1
Finance et assurances	704,7	708,5	707,5	-1,0	2,8	-0,1	0,4
Services immobiliers, de location et de location à bail	271,4	283,0	285,1	2,1	13,6	0,7	5,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	826,8	849,6	848,7	-0,9	21,8	-0,1	2,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	103,8	101,8	102,6	0,8	-1,2	0,8	-1,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	776,1	782,0	782,6	0,7	6,5	0,1	0,8
Services d'enseignement	1 212,0	1 217,4	1 215,6	-1,9	3,5	-0,2	0,3
Soins de santé et assistance sociale	1 750,7	1 783,0	1 785,3	2,3	34,5	0,1	2,0
Arts, spectacles et loisirs	250,5	258,4	258,4	-0,0	7,9	-0,0	3,1
Services d'hébergement et de restauration	1 187,2	1 210,8	1 211,5	0,7	24,3	0,1	2,0
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	538,7	547,6	547,9	0,3	9,3	0,1	1,7
Administrations publiques	1 041,5	1 036,4	1 032,5	-3,9	-9,0	-0,4	-0,9
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	215,3	217,9	216,6	-1,3	1,3	-0,6	0,6
Île-du-Prince-Édouard	63,3	62,4	62,6	0,2	-0,7	0,3	-1,1
Nouvelle-Écosse	399,2	401,6	402,4	0,8	3,2	0,2	0,8
Nouveau-Brunswick	306,9	301,5	301,3	-0,2	-5,6	-0,1	-1,8
Québec	3 483,8	3 476,8	3 477,5	0,7	-6,3	0,0	-0,2
Ontario	5 874,3	5 929,2	5 928,8	-0,4	54,5	-0,0	0,9
Manitoba	591,0	581,8	583,9	2,1	-7,1	0,4	-1,2
Saskatchewan	479,4	487,4	487,2	-0,2	7,8	-0,0	1,6
Alberta	2 002,4	2 068,0	2 078,6	10,5	76,1	0,5	3,8
Colombie-Britannique	1 991,5	2 025,2	2 012,8	-12,4	21,3	-0,6	1,1
Yukon	21,1	21,1	21,0	-0,1	-0,1	-0,6	-0,3
Territoires du Nord-Ouest	27,9	27,7	27,3	-0,4	-0,5	-1,4	-1,9
Nunavut	11,4	11,9	12,0	0,0	0,6	0,3	4,9

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Source(s) : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [281-0023](#), [281-0026](#), [281-0029](#), [281-0032](#), [281-0035](#), [281-0037](#), [281-0039](#), [281-0047](#) à [281-0049](#) et [281-0063](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2612](#).

Il est possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Les données d'octobre sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 22 décembre.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Immobilisations, 2013

En 2013, la valeur du stock de capital résidentiel et non résidentiel net du Canada, exprimée en dollars constants, s'est établie à 3,5 billions de dollars, en hausse de 3,0 % par rapport à 2012. Le stock de capital non résidentiel représentait un peu plus de la moitié de ce total en 2013, soit 51,9 %, et le stock de capital résidentiel, 48,1 %.

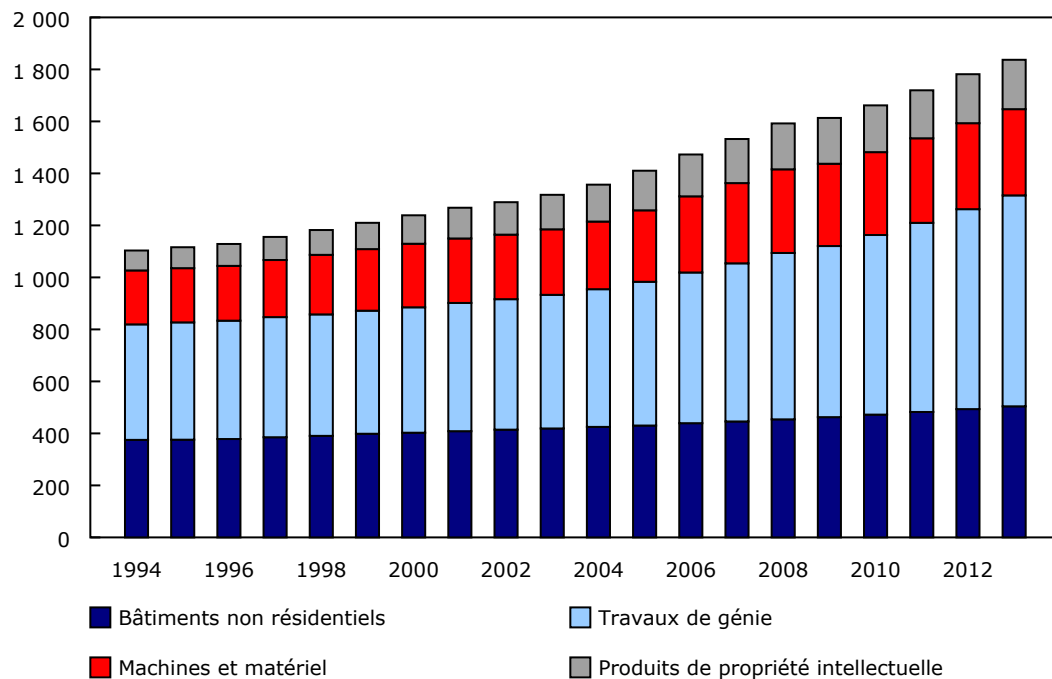
Capital fixe non résidentiel

Le stock de capital non résidentiel, qui comprend les bâtiments et les ouvrages de génie, les machines et le matériel ainsi que les produits de propriété intellectuelle, s'est chiffré à 1,8 billion de dollars en 2013, ce qui représente une progression de 66,5 % en deux décennies. Il y a eu une hausse du stock pour tous les groupes d'actifs durant l'année 2013, grâce surtout aux investissements dans les ouvrages de génie liés au secteur non résidentiel, plus particulièrement des installations de production de pétrole et de gaz ainsi que d'autres ouvrages de génie liés au pétrole et au gaz. Les ouvrages de génie ont constitué 44,2 % du stock total en 2013, comparativement à 40,3 % en 1994. À l'inverse, la proportion du stock de capital non résidentiel que représentent les bâtiments a diminué pour passer de 34,0 % en 1994 à 27,4 % en 2013.

Le stock de produits de propriété intellectuelle, qui comprend les logiciels, la recherche et le développement ainsi que la prospection et l'évaluation minières, constituait 10,3 % du stock de capital non résidentiel total en 2013, et les machines et le matériel, 18,1 %.

Graphique 1 Stock net à la fin de l'année

milliards de dollars aux prix constants de 2007



Source(s) : Tableau CANSIM 031-0006.

Note aux lecteurs

L'information contenue dans le présent communiqué reflète les estimations révisées des flux d'investissement, de la dépréciation et du stock de capital pour les années de référence allant de 1961 à 2013, à partir de profils de dépréciation et de modèles de durée de vie mis à jour. De plus, la classification du stock de capital non résidentiel repose sur la classification de la demande finale aux fins des tableaux d'entrées-sorties.

Le document suivant contient de plus amples renseignements sur ces changements : « Modifications visant les flux et stocks de capital fixe ».

Les estimations relatives aux investissements non résidentiels et résidentiels, à la dépréciation et aux stocks nets connexes sont disponibles, par région géographique, en prix courants, en prix constants de 2007 (prix des actifs en 2007=100) et en dollars enchaînés (2007). Les estimations relatives au capital fixe non résidentiel (dépréciation et stocks) sont disponibles par industrie et par actif selon les méthodes linéaires, géométriques et hyperboliques. Les estimations relatives au capital fixe résidentiel sont disponibles par type d'investissement selon les méthodes géométriques.

Forte concentration industrielle

On a observé une forte concentration industrielle du stock de capital au Canada en 2013. Ainsi, 84,3 % des immobilisations non résidentielles étaient rattachées à six industries : extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz; administrations publiques; services publics; finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail; transport et entreposage; fabrication. L'industrie de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz se classait au premier rang, détenant 27,5 % du stock de capital. À l'intérieur de cette industrie, plus de la moitié des immobilisations étaient associées à l'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques; il s'agissait presque exclusivement d'ouvrages de génie.

À une exception près, toutes les industries ont accru leurs immobilisations depuis 1994. L'industrie de la fabrication détenait un stock de capital plus bas en 2013 (121 milliards de dollars, ou 6,6 % du total) qu'en 1994 (130 milliards de dollars, ou près de 12 % du total); cette baisse était principalement associée aux machines et matériel.

Tableau 1
Stock net de fin d'année, aux prix constants de 2007

	2013
	millions de dollars
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	504 684
Secteur des administrations publiques	448 554
Services publics	210 618
Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail	136 375
Transport et entreposage	126 823
Fabrication	121 440
Commerce de détail	49 760
Industrie de l'information et industrie culturelle	48 831
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	38 320
Construction	28 533
Commerce de gros	26 790
Services d'hébergement et de restauration	24 502
Services professionnels, scientifiques et techniques	23 158
Soins de santé et assistance sociale	11 611
Arts, spectacles et loisirs	11 541
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	9 309
Institutions sans but lucratif au service des ménages	9 297
Autres services (sauf les administrations publiques)	5 248
Services d'enseignement	1 548

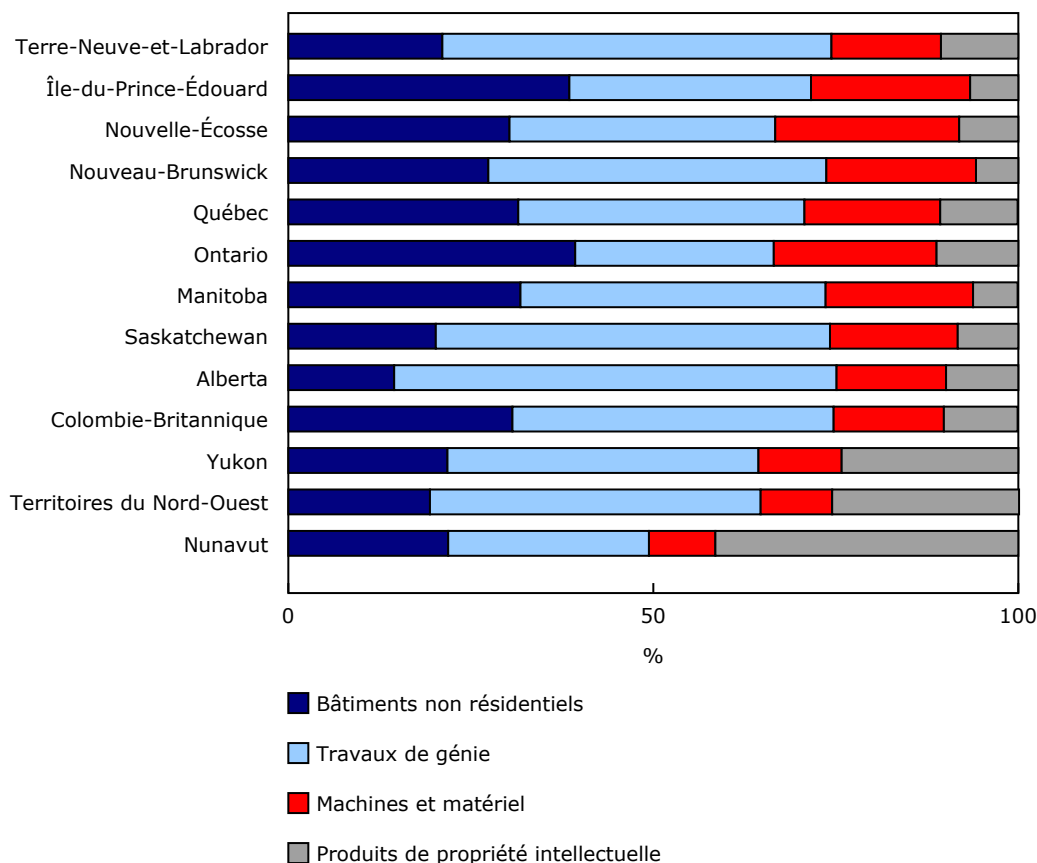
Source(s) : Tableau CANSIM [031-0006](#).

Les ouvrages de génie constituent la plus grande part des actifs dans la plupart des provinces

Parmi les provinces, c'est l'Alberta (+147,8 %) qui a enregistré la plus forte hausse de ses immobilisations depuis 1994, suivie de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador. La progression a été beaucoup moins marquée dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, et elle a été modeste en Nouvelle-Écosse (+21,9 %).

Le ratio du type d'actifs (bâtiments et ouvrages de génie, machines et matériel, et produits de propriété intellectuelle) au total des immobilisations variait sensiblement d'une province à l'autre. La proportion d'ouvrages de génie à Terre-Neuve-et-Labrador, en Saskatchewan et en Alberta était supérieure à 50 % de leur total respectif, l'Alberta arrivant en tête avec une proportion de 60,6 %. Les ouvrages de génie constituaient la plus forte proportion des actifs dans l'ensemble des provinces et des territoires, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario et au Nunavut. À l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario, il s'agissait plutôt des bâtiments; au Nunavut, il s'agissait plutôt des produits de propriété intellectuelle, en raison de l'accroissement des investissements dans la prospection et l'évaluation minières au cours des dernières années.

Graphique 2
Stock net à la fin de l'année, types d'actifs en proportion du total, 2013



Source(s) : Tableau CANSIM 031-0007.

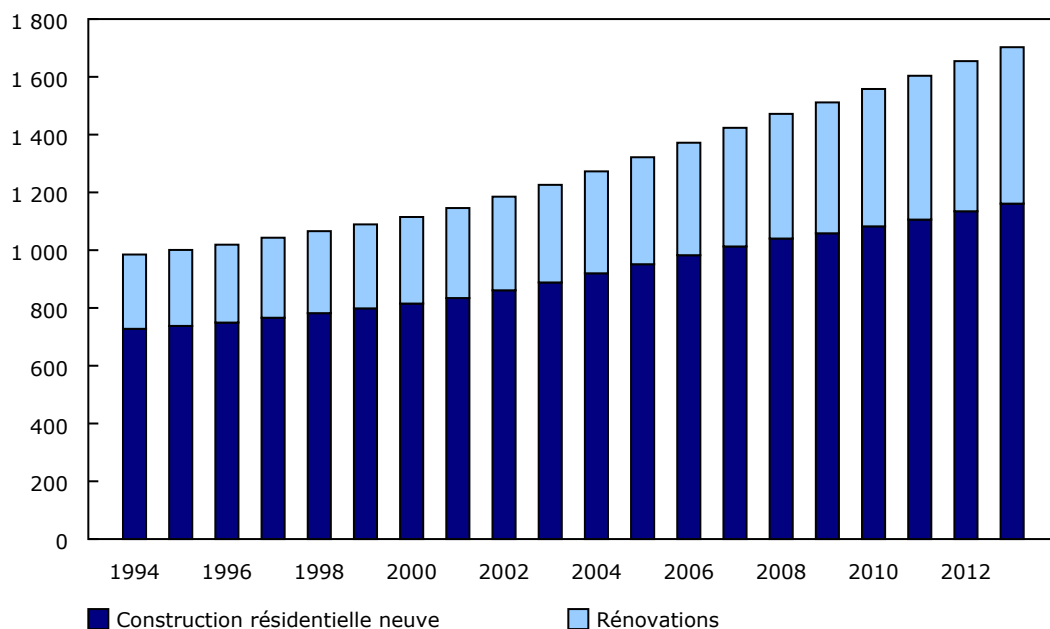
Capital fixe résidentiel

Le stock de capital résidentiel, qui inclut les rénovations et les nouvelles constructions, a totalisé 1,7 billion de dollars en 2013, en hausse de 2,9 % par rapport à 2012. Le ratio des rénovations au stock de capital résidentiel total a constamment augmenté depuis 1994, ayant atteint 31,8 % en 2013.

À l'échelle des provinces et des territoires, la proportion des rénovations par rapport au stock de capital résidentiel total était similaire dans la plupart des régions, à l'exclusion de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick et des Territoires du Nord-Ouest, où cette proportion était beaucoup plus élevée, tandis qu'elle était au contraire beaucoup plus basse en Alberta et au Nunavut, s'étant chiffrée à près de 20 % du stock de capital résidentiel total.

Graphique 3 Stock de capital fixe résidentiel net à la fin de l'année

milliards de dollars aux prix constants de 2007



Source(s) : Tableau CANSIM 031-0008.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 031-0005 à 031-0008.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 2820 et 5169.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

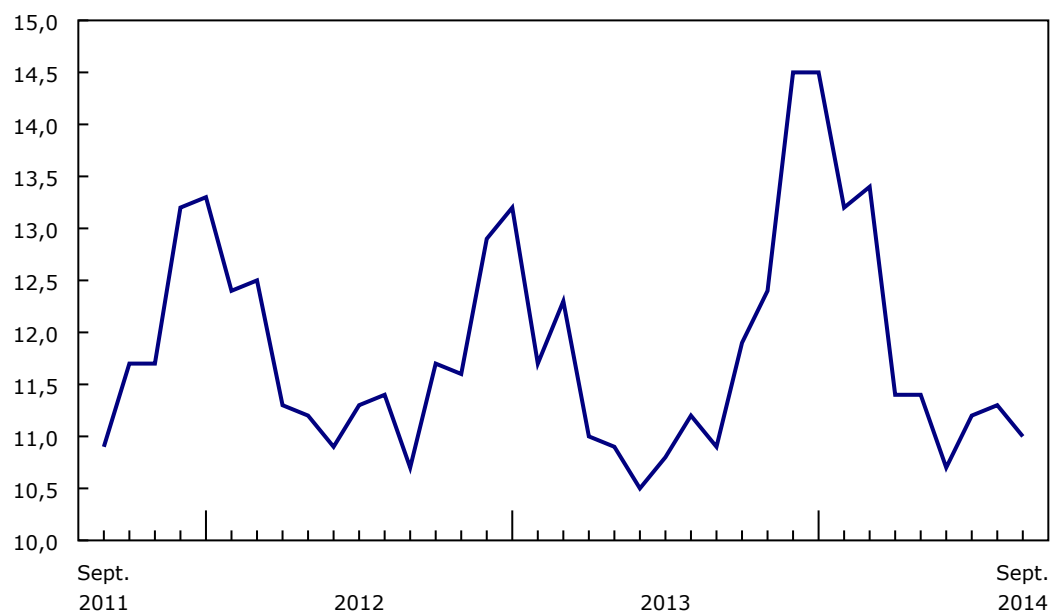
Transport et distribution de gaz naturel, septembre 2014

La quantité totale de gaz marchand s'est établie à 11,0 milliards de mètres cubes au Canada en septembre, en hausse de 0,6 % par rapport au même mois en 2013.

Les ventes de gaz naturel au Canada ont généré 974,4 millions de dollars, soit 5,3 % de plus qu'en septembre 2013. La consommation a progressé, s'étant établie à 5,0 milliards de mètres cubes en septembre, comparativement à 4,8 milliards de mètres cubes 12 mois plus tôt.

Graphique 1 Total de gaz marchand

milliards de mètres cubes



Source(s) : Tableau CANSIM 129-0002.

Recettes moins élevées en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse

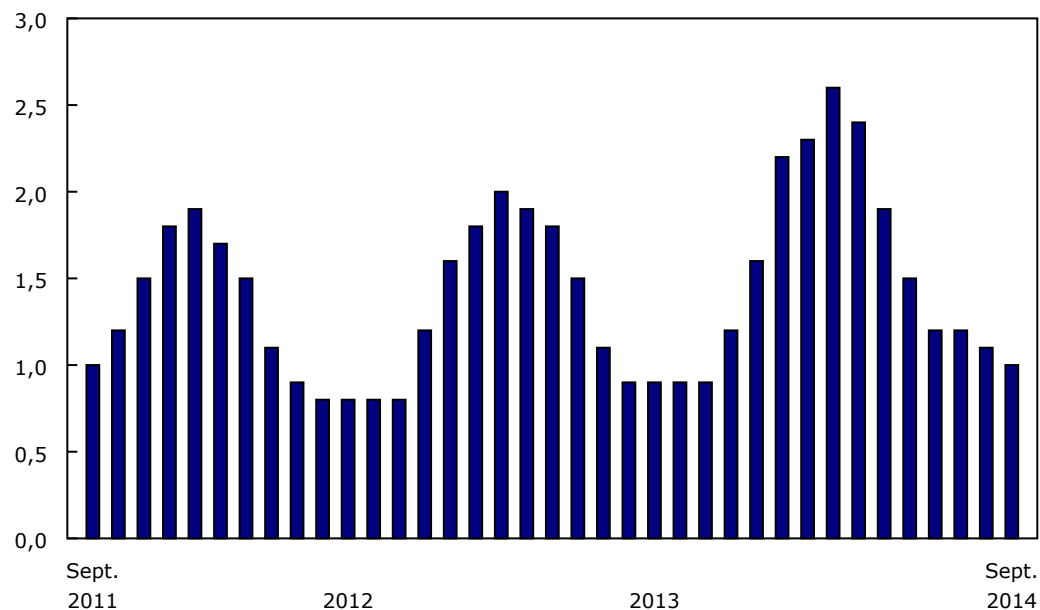
L'Alberta, qui produit la majeure partie du gaz naturel au pays, a reçu 8,1 milliards de mètres cubes de gaz marchand en septembre, ce qui représente une hausse de 1,6 % par rapport au même mois un an plus tôt. Tant la Colombie-Britannique (2,4 milliards de mètres cubes) que la Nouvelle-Écosse (150,2 millions de mètres cubes) ont affiché des reculs.

Les revenus plus élevés en Alberta, qui ont augmenté de 8,4 % pour totaliser 285 millions de dollars, et ceux au Québec, qui ont crû de 30,1 % pour atteindre 111 millions de dollars, sont principalement à l'origine de l'augmentation nationale.

Les ventes de gaz naturel en Alberta ont progressé de 7,5 % comparativement à septembre 2013 pour se situer à 2,6 milliards de mètres cubes, tandis que les ventes en Ontario ont reculé de 6,1 % pour s'établir à 1,1 milliard de mètres cubes.

Graphique 2 Recettes du gaz naturel

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM [129-0003](#).

Exportation : la Colombie-Britannique passe maintenant au premier rang

En septembre, les exportations totales de gaz naturel vers les États-Unis ont diminué de 11,7 % par rapport à septembre 2013 pour s'établir à 5,9 milliards de mètres cubes. La Colombie-Britannique, dont les exportations ont baissé de 8,0 % pour passer à 2,4 milliards de mètres cubes, a été le plus gros exportateur, devant la Saskatchewan, dont les exportations ont reculé de 22,4 % pour se situer à 2,3 milliards de mètres cubes. C'était la première fois depuis décembre 2009 que la Saskatchewan n'était pas le principal exportateur au Canada.

Les importations canadiennes de gaz naturel en provenance des États-Unis ont légèrement diminué pour se fixer à 2,0 milliards de mètres cubes en septembre, en grande partie sous l'effet de la baisse des importations vers l'Ontario.

Note aux lecteurs

Des révisions ont été apportées aux données de juillet et d'août 2014.

Les données sur les importations et les exportations sont une combinaison des données provenant de l'Office national de l'énergie et des répondants.

Les données sur le gaz marchand déclarées pour la Colombie-Britannique englobent également les données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Le total de gaz marchand comprend le gaz provenant des champs ainsi que des usines de traitement ou de retraitement, après retranchement des volumes utilisés dans les champs, dans les usines et pour la réinjection, ainsi que des volumes perdus en cours de traitement (ou de retraitement) ou d'une autre façon.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [129-0001](#) à [129-0004](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2149](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Chargements ferroviaires, septembre 2014

Le volume de fret ferroviaire transporté au Canada a totalisé 29,4 millions de tonnes métriques en septembre; il était pratiquement inchangé par rapport au même mois de l'année précédente.

Le fret ferroviaire intérieur provenant du Canada et destiné à l'intérieur du Canada et à d'autres régions du monde a augmenté de 1,2 % pour s'établir à 26,0 millions de tonnes. Ces chargements sont composés de fret de type non intermodal (c'est-à-dire le fret transporté dans des wagons couverts ou chargé en vrac) et intermodal (c'est-à-dire le fret transporté par conteneurs et dans des remorques sur wagons plats).

Le fret de type non intermodal a progressé de 0,1 % pour s'établir à 284 000 wagons. La quantité de fret chargé dans ces wagons s'est chiffrée à 23,3 millions de tonnes, en hausse de 0,4 %. L'augmentation a été attribuable à des hausses de chargements de plusieurs groupes de marchandises, en particulier les autres produits et préparations chimiques (en hausse de 279 000 tonnes), les légumes frais, réfrigérés ou secs (en hausse de 256 000 tonnes), le mazout et le pétrole brut (en hausse de 248 000 tonnes) et les autres grains céréaliers (en hausse de 237 000 tonnes).

En septembre, les chargements de type intermodal ont augmenté de 7,9 % pour s'établir à 183 000 unités. Exprimé en tonnage, le trafic a progressé de 8,6 % pour s'établir à 2,7 millions de tonnes. L'augmentation a été stimulée par une hausse des chargements de marchandises conteneurisées et des chargements sur wagons plats.

Le trafic ferroviaire provenant des États-Unis a baissé de 7,9 % pour s'établir à 3,4 millions de tonnes. Le recul a été attribuable à une baisse des chargements de type non intermodal et intermodal.

Note aux lecteurs

Les données qui figurent dans le présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées.

Pour le trafic non intermodal, les transporteurs ferroviaires déclarent le nombre de wagons et de tonnes métriques par marchandises payantes chargées au Canada.

Pour le fret de type intermodal, les transporteurs déclarent le nombre d'unités et de tonnes métriques pour les conteneurs sur wagons plats et les remorques sur wagons plats, sans détailler les types de biens.

Données offertes dans CANSIM : tableau [404-0002](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2732](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Bilan annuel du commerce au détail, 2013

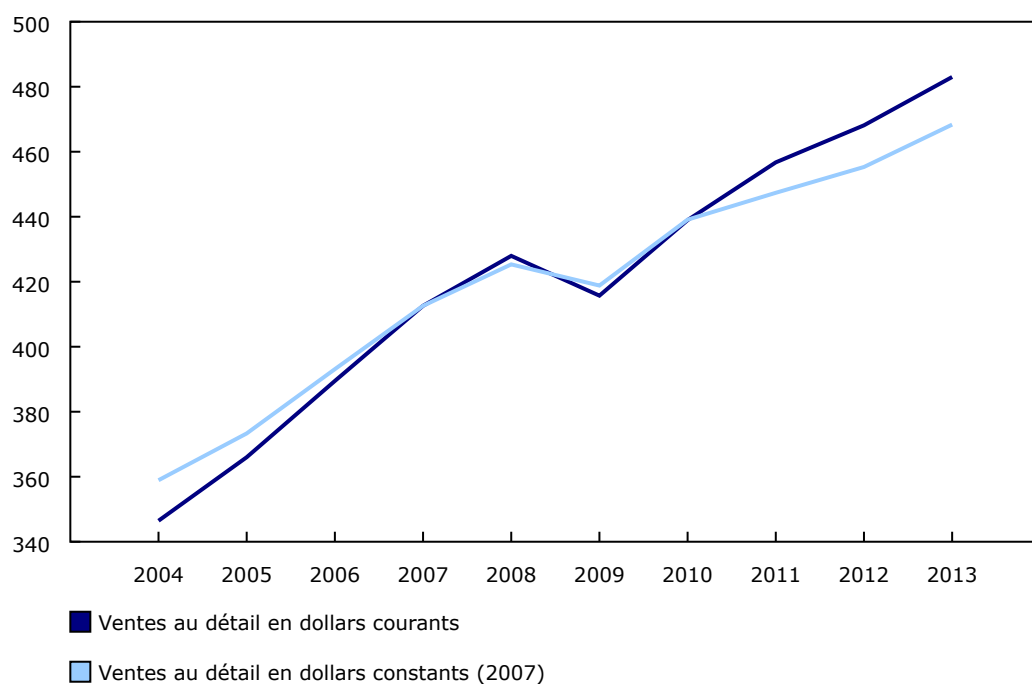
Les ventes au détail ont progressé de 3,2 % en 2013, des hausses ayant été enregistrées dans toutes les provinces. Les ventes au détail totales exprimées en volume ont augmenté de 2,9 %. Il s'agissait du taux de croissance le plus élevé depuis 2010.

Après avoir affiché une forte croissance au cours des trois premiers trimestres de 2013, les ventes au détail mensuelles ont ralenti au quatrième trimestre dans certains sous-secteurs, en raison de conditions météorologiques très difficiles.

Au cours des neuf premiers mois de 2014, les ventes au détail ont augmenté de 4,5 % par rapport à la même période en 2013.

Graphique 1 Les ventes des fabricants en dollars courants et constants

millions de dollars



Source(s) : Tableaux CANSIM 080-0020 et 080-0024.

C'est le sous-secteur des véhicules et des pièces automobiles (+6,3 %) qui a contribué le plus à la hausse en 2013, le nombre d'automobiles et de camions vendus ayant atteint un record. Le sous-secteur des magasins de marchandises diverses (+3,5 %) a vu ses ventes augmenter en 2013, sa part des ventes d'aliments et de boissons ayant continué de progresser. Parallèlement, les ventes des magasins d'alimentation (+1,0 %) ont connu leur plus forte augmentation annuelle depuis 2010. Les magasins d'appareils électroniques et ménagers (-3,1 %) sont les seuls à avoir enregistré une baisse de leurs ventes en 2013.

L'emploi total dans le secteur du commerce de détail au Canada a progressé de 1,5 % en 2013.

Les aliments et les véhicules automobiles ont continué de représenter les plus grandes parts des dépenses au détail au Canada. La part des dépenses au détail pour les aliments (+17,4 %) était légèrement plus élevée que celle pour les véhicules automobiles (+16,9 %). Il s'agissait du plus petit écart observé depuis 2008.

Les magasins de marchandises diverses ont poursuivi leur expansion sur le marché des aliments en 2013. Les ventes d'aliments et de boissons ont augmenté de 9,2 % en 2013, ce qui a fait croître la part des dépenses au détail totales pour les aliments et les boissons de 0,9 point de pourcentage, laquelle s'est établie à 14,3 %.

Pour la deuxième année consécutive, l'Alberta (+6,9 %) a affiché le taux le plus élevé de croissance de ventes au détail au Canada. Les ventes plus fortes des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles (+13,4 %) et, dans une moindre mesure, des stations-service (+7,7 %) ont contribué à la hausse.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2008](#), [2406](#) et [2408](#).

L'article analytique intitulé « Commerce au détail : bilan de l'année 2013 », qui fait partie de la collection *Analyse en bref* ([11-621-M](#)), sera disponible sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, octobre 2014

L'Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada était inchangé en octobre par rapport au mois précédent. L'indice composite a augmenté de 2,4 % au cours de la période de 12 mois se terminant en octobre.

Note aux lecteurs

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 22 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux englobant certaines rémunérations supplémentaires. Les indices (2007=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers sont couverts par les conventions collectives actuelles.

Les taux des salaires et les indices des 30 derniers mois pourraient être révisés à la suite de la diffusion des données pour un mois donné. Ceci est dû au délai qui pourrait être observé entre l'expiration d'une convention collective et la ratification d'une nouvelle convention collective. Les taux de salaires et les indices ne sont pas désaisonnalisés.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [327-0003](#) et [327-0045](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2307](#).

Les données de novembre de l'Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction seront diffusées le 18 décembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Rapport financier des services d'électricité, 2012

Les données de 2012 de l'Enquête annuelle sur le rapport financier des services d'électricité sont maintenant offertes sur demande.

L'enquête fournit des données sur les taxes payées par les services d'électricité, sur les employés des services d'électricité ainsi que sur leur rémunération et salaire. Les données sont disponibles aux échelons national, et provincial et territorial.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2001.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

